**CHAMBRE DISCIPLINAIRE
DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE
DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DE
NOUVELLE-AQUITAINE**

CD 2024-06

Mme X

c/

M. Y

M. Normand

Président

M. Simon

Rapporteur

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La chambre disciplinaire de première instance
de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de
Nouvelle-Aquitaine

Audience du 30 juin 2025

Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025

Une plainte a été enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 6 mai 2024, présentée par Mme X, demeurant XXX et transmise par le conseil départemental des Deux-Sèvres qui déclare s'y associer.

Mme X demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à M. Y, masseur-kinésithérapeute exerçant XXX.

Elle soutient que M. Y l'a sexuellement agressée le 6 juillet 2023 à 19h00 lors d'une séance de rééducation ; il a pratiqué des massages débutant aux adducteurs puis ses doigts ont commencé par effleurer son vagin, puis sont allés de plus en plus loin et elle a finalement senti ses doigts dans ses grandes lèvres ; après de longs massages, il lui a brutalement, sans prévenir, baissé son short et s'est ainsi retrouvée en culotte ; il a alors réitéré ces mêmes massages en allant et descendant de plus en plus bas dans sa vulve ; après une heure et demie de massages intimes, il lui a demandé « *un petit bisou pour finir la séance* ».

Par un mémoire en défense, enregistré le 22 novembre 2024, M. Y conclut au rejet de la plainte.

Il fait valoir que le déroulement de la séance du 6 juillet 2023 ne correspond pas à la teneur de la plainte de Mme X, présente ses excuses à ses confrères et annonce arrêter toute activité au 1^{er} juillet 2025.

Par un mémoire, enregistré le 13 janvier 2025, le conseil départemental des Deux-Sèvres conclut aux mêmes que la requête de Mme X à laquelle il s'est associé.

Il soutient que :

- Mme X a subi un choc émotionnel violent, entraînant un état de sidération, la rendant incapable de réagir sur le moment de l'agression ; ceci explique le fait qu'elle n'a pas opposé d'objection ni verbale ni corporelle au cours de la séance ;
- les explications « *pseudo-scientifiques* » évoquées notamment à l'occasion de son audition au commissariat de police de Niort et indiquées au sein de l'anamnèse ne peuvent être prises au sérieux ;
- lors de la réunion de conciliation, contrairement aux dires exprimés par Mr Y, ce dernier a eu tout loisir de fournir ses explications lesquelles ont été écoutées avec intérêt ;
- il dénigre une partie des faits par peur d'une requalification au pénal, par le procureur de la république, de « *simple agression sexuelle* » en « *viol* ».

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de la santé publique ;
- Le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 juin 2025:

- Le rapport de M. Simon, rapporteur ;
- Les observations de Mme X ;
- Les observations du conseil départemental des Deux-Sèvres représenté par M. Reignier et Mme Guebels ;
- Les observations de M. Y, qui reprend les termes de ses écritures, ayant été invité à prendre la parole en dernier et à qui son droit à garder le silence a été rappelé.

Considérant ce qui suit :

Sur le bien-fondé des poursuites disciplinaires :

I. Aux termes de l'article R. 4321-53 du code de la santé publique « *Le masseur-kinésithérapeute, au service de l'individu et de la santé publique, exerce sa mission dans le respect de la vie humaine, de la personne et de sa dignité. Le respect dû à la personne ne cesse pas de s'imposer après la mort.* », de l'article R. 4321-54 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie.*», de l'article R. 4321-58 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute doit écouter, examiner, conseiller, soigner avec la même conscience toutes les personnes quels que soient leur origine, leurs mœurs et leur situation de famille, leur appartenance ou leur non-appartenance, réelle ou supposée, à une ethnie, une nation ou une religion déterminée, leur handicap ou leur état de santé, leur couverture sociale, leur réputation ou*

les sentiments qu'il peut éprouver à leur égard. Il ne doit jamais se départir d'une attitude correcte et attentive envers la personne soignée. », de l'article R. 4321-59 du même code : « Dans les limites fixées par la loi, le masseur-kinésithérapeute est libre de ses actes qui sont ceux qu'il estime les plus appropriés en la circonstance. Sans négliger son devoir d'accompagnement moral, il limite ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins. Il agit de même pour ses prescriptions, conformément à l'article L. 4321-1. Il prend en compte les avantages, les inconvénients et les conséquences des différents choix possibles », de l'article R. 4321-79 du même code : « Le masseur-kinésithérapeute s'abstient, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci. » et de l'article R. 4321-80 du même code : « Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le masseur-kinésithérapeute s'engage personnellement à assurer au patient des soins consciencieux, attentifs et fondés sur les données acquises de la science. ».

2. Il ressort des pièces du dossier que Mme X a été prise en charge au sein du cabinet de masso-kinésithérapie de M. Y pour rééduquer son rachis lombosacré, douloureux depuis 3 mois. Les séances de soins ont consisté en un décordage des psoas, des adducteurs et des ischios, ainsi qu'en des pressions sur les ligaments sacro ischiatiques, le sacrum et des massages lombo fessiers. La 29^{ème} séance, qui s'est déroulée le 6 juillet 2023, a débuté par un massage du dos, un travail du sacrum et du PSOAS. M. Y reconnaît que, parce qu'en fin de séance Mme X décrivait une sensibilité droite inhabituelle, il a procédé à un décordage du psoas droit, puis, constatant que la réflexion des tendons sur l'os du pubis était plus sensible, à un massage de la branche pubienne pendant environ une heure. Il reconnaît aussi que durant ce massage, il a demandé, à l'intéressée, pour faciliter sa mise œuvre, de retirer son short, ce qu'elle aurait, selon ses déclarations, accepté. M. Y précise que ce massage a consisté en un effleurage, la main en palette avec une direction horizontale le long de la branche pubienne alors que la plaignante affirme qu'il a introduit ses doigts dans ses parties intimes et qu'il a, au surplus, baissé son short sans le lui demander. M. Y reconnaît, par ailleurs, avoir demandé à sa patiente en fin de séance de l'embrasser. Il ressort de ces éléments, alors que la pathologie dont souffre Mme X ne justifiait aucunement un massage sur la zone pubienne et que celle-ci était, selon toute vraisemblance, en état de sidération au moment de cet événement, que M. Y a réalisé sur sa patiente un massage susceptible d'être qualifié d'agression sexuelle. Il suit de là que Y a méconnu les dispositions de l'article R. 4321-53 du code de la santé publique qui obligent le masseur-kinésithérapeute à respecter la dignité de ses patients, de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique qui obligent le masseur-kinésithérapeute à respecter, en toutes circonstances, les principes de moralité et de responsabilité indispensables à l'exercice de sa profession, de l'article R. 4321-58 du même code qui interdisent au praticien de se départir d'une attitude correcte envers la personne soignée, de l'article R. 4321-59 du même code qui obligent le praticien à limiter ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins, de l'article R. 4321-79 du même code qui interdisent au praticien de déconsidérer sa profession et de l'article R. 4321-80 du même code qui obligent le masseur-kinésithérapeute à assurer au patient des soins consciencieux, attentifs et fondés sur les données acquises de la science.

Sur la peine :

3. En vertu de l'article L. 4321-19 du code de la santé publique, les dispositions des articles L. 4124-5 à L. 4124-8 sont applicables aux masseurs-kinésithérapeutes. Aux termes de l'article L. 4124-6 du même code : « Les peines disciplinaires que la chambre disciplinaire de première instance peut appliquer sont les suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme ; 4° L'interdiction temporaire d'exercer avec ou sans sursis ; cette interdiction ne pouvant excéder trois années ; 5° La radiation du tableau de l'ordre. / Les deux premières de ces peines comportent, en outre, la privation du droit de faire partie du conseil départemental, du conseil régional ou du conseil interrégional et du conseil national, de la chambre disciplinaire de première instance ou de

la chambre disciplinaire nationale de l'ordre pendant une durée de trois ans ; les suivantes, la privation de ce droit à titre définitif ... ».

4. Il résulte de tout ce qui précède qu'eu égard aux faits reprochés à M. Y et aux manquements déontologiques qui lui sont imputables, il y a lieu d'infliger à celui-ci la sanction d'interdiction d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de 2 ans.

DECIDE :

Article 1^{er} : La sanction d'interdiction d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de deux ans est prononcée à l'encontre de M. Y.

Article 2 : La sanction d'interdiction ferme d'exercice mentionnée à l'article 1^{er} prendra effet à compter du lundi 15 septembre 2025 jusqu'au mardi 14 septembre 2027 inclus.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à Mme X, à M. Y, au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Deux-Sèvres, au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Niort, au Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Nouvelle-Aquitaine, au Conseil national de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes et au Ministre de la Santé et de la Prévention.

Délibéré après l'audience du 30 juin 2025, où siégeaient :

- M. Normand, Président ;
- M. Simon, rapporteur ;
- M. Holle, M. Chaubet et M Patrier.

Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025.

Le Président

Nicolas NORMAND

La Greffière

Louise THIRION

La Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.